



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
VENDREDI 17 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le dix sept septembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

**Secrétaire de séance**

GODET Nathalie

**Excusés**

LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)  
BLANDIN Lénéaïc (pouvoir à CORNEC Elodie)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)  
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
YVINEC Odile (pouvoir à TANGUY Anne)

**Absents**

HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline

Conseil de Communauté du 17 septembre 2021  
Délibération n°DCC2021\_134

<b>Objet</b>	<b>Programme « Petites Villes de Demain » : approbation de la convention cadre d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT)</b>
Rapporteur	Alexandra GUILLORÉ
Service	Pôle Aménagement
Thème	Petites Villes de Demain

Alexandra GUILLORÉ donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Contexte

Lancé le 1<sup>er</sup> octobre 2020 par la Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, et le secrétaire d'Etat à la ruralité, le programme Petites Villes de Demain (PVD) est un dispositif issu du plan de relance et de l'Agenda rural qui vise à accélérer les transitions dans les territoires ruraux. Il s'adresse aux communes de moins de 20 000 habitants, en lien avec leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralité sur le territoire. Ce dispositif permet aux collectivités retenues de bénéficier d'un appui en ingénierie, de financements pour réaliser des études, et d'un accès privilégié au « Club des Petites Villes de Demain pour définir et mener à bien leurs projets de dynamisation.

Motivations des trois collectivités

Les communes de Landerneau et Daoulas, en lien avec la CCPLD, ont souhaité candidaté à ce dispositif afin de bénéficier de moyens financiers et humains supplémentaires pour mener à bien un projet visant à renforcer leurs centralités, un enjeu partagé à l'échelle de la Communauté et traduit dans le Projet de territoire. À l'échelle de la CCPLD, ce programme permettra ainsi d'amorcer la mise en œuvre de sa « politique des centralités » en se concentrant dans un premier temps sur les pôles urbains structurants que sont Landerneau et Daoulas, ce qui aura un effet moteur et fédérateur pour l'ensemble des communes. Pour les communes de Landerneau et Daoulas, l'enjeu est de pouvoir assoir leur rôle respectif de ville-centre et de pôle relais, en travaillant sur l'offre de logements, de commerces et services ou encore les mobilités. Ces trois collectivités ont conjointement été lauréates au programme PVD et ont signé leur convention d'adhésion le 18 mars 2021, date à partir de laquelle elles se sont engagées à rédiger une convention cadre dans un délai de 18 mois. La convention cadre Petites Villes de Demain vaut convention d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT), créée par l'article 157 de la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite loi ELAN, du 23 novembre 2018. Cet outil juridique doit permettre aux collectivités de mettre en œuvre un projet global de territoire qui vise à conforter leurs centralités, en conférant notamment de nouveaux droits juridiques et fiscaux tels que le dispositif Denormandie.

Matérialisation de l'ORT

L'ORT se matérialise par une convention signée entre l'EPCI, sa ville principale, tout ou partie de ses autres communes membres, l'Etat et ses établissements publics, ainsi que toute personne publique susceptible d'apporter son soutien ou de prendre part à des opérations prévues par la convention.

Dans le cadre du programme Petites Villes de Demain, une gouvernance partagée a été mise en place. Les trois collectivités ont ainsi travaillé ensemble à l'élaboration de la convention ORT ; le premier comité de projet s'est tenu le 6 juillet 2021 en présence des

services de l'Etat et de l'ensemble des partenaires techniques et locaux, ancrant la démarche de projet dans un cadre institutionnel et partenarial.

La convention, d'une durée minimale recommandée à 5 ans, a fait l'objet d'une délimitation de périmètres opérationnels pour les centres-villes de Landerneau et Daoulas en se basant sur des éléments déjà identifiés dans le cadre du PLUI (polarité urbaine commerciale, périmètre de restriction de changement de destination, OAP, grands secteurs de renouvellement urbain), et de manière à intégrer les équipements structurants et les projets en cours qui pourront participer à leur dynamisation.

La stratégie de dynamisation retenue, commune aux deux centralités, s'articule autour de 5 axes :

- Axe 1 : Proposer une offre attractive de logements et favoriser les opérations de renouvellement urbain ;
- Axe 2 : Favoriser le développement économique et commercial, et conforter le maillage des services ;
- Axe 3 : Développer l'accessibilité, les mobilités et les connexions ;
- Axe 4 : Valoriser les patrimoines naturel, bâti et l'espace public ;
- Axe 5 : Favoriser l'accès aux équipements et aux offres culturelle, touristique et de loisirs.

Pour chacun des axes, une liste d'actions à mener est précisée en proposant trois catégories d'actions permettant de retranscrire les éléments de contexte, de temporalité et leur degré de maturité :

- Les actions en cours et à poursuivre dans le cadre de PVD ;
- Les actions en projet, pour lesquelles les objectifs et étapes sont déjà définis et qui sont donc prêtes à être engagées ;
- Les actions en réflexion, qui correspondent pour le moment à des intentions de projets qui restent à approfondir.

Trente de ces actions font l'objet d'une fiche-action annexée à la convention, parmi lesquelles :

- Pour la CCPLD : étude pré-opérationnelle OPAH RU, renforcement de la MSP, création d'une antenne de la MSP à Daoulas ;
- Pour Landerneau : déconstruction-dépollution du secteur Bois Noir, aménagement d'une passerelle mobile sur l'Elorn, réalisation d'une charte d'occupation commerciale du domaine public, déploiement d'un dispositif de stationnement connecté, aménagement du jardin des Bénédictines, aménagements liés à l'arrivée du second collège, etc. ;
- Pour Daoulas : rénovation de l'école maternelle, création d'un espace de co-working dans l'ancien moulin, rénovation de l'espace Kernéis, accompagnement de l'association « Atout Daoulas », diagnostic de l'état des ponts, etc.

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant, notamment pour faire évoluer le projet en ajoutant de nouvelles actions, et sa mise en œuvre fera l'objet d'une évaluation annuelle.

## **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la sélection par l'Etat des collectivités au programme PVD ,

Vu l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Daoulas du 9 décembre 2020,

Vu l'avis favorable du conseil municipal de la Ville de Landerneau du 17 décembre 2020,

Vu l'avis favorable du Conseil de Communauté du 11 décembre 2020,

Vu la convention d'adhésion signée le 18 mars 2021 par l'Etat, la Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas, la commune de Landerneau et la commune de Daoulas,

Vu le projet de convention cadre telle qu'il annexé au présent projet de délibération,

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 1 septembre 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 24 août 2021

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1** : approuve la convention ORT ainsi que les périmètres opérationnels et le programme d'actions annexés,

**Article 2** : autorise le président ou son représentant à signer ladite convention, et à accomplir toutes les formalités nécessaires à sa mise en œuvre.